

Alain BERTHO, *Les Enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2016, 216 pages

Laurent Husson



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10881>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.10881](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10881)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 402-404

ISBN : 978-2-8143-0313-3

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Laurent Husson, « Alain BERTHO, *Les Enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs* », *Questions de communication* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 13 mars 2017, consulté le 25 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10881> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10881>

pour l'union monétaire (l'euro) d'aujourd'hui. La force de cette entreprise ne serait-elle pas plutôt de revisiter les travaux de figures autrefois étudiés sans qu'on s'attarde sur la dimension européenne de leur œuvre ? Exhumer ainsi la place de l'Europe chez l'historien John R. Seeley et l'homme politique Charles Dilke – tous deux Britanniques de la fin du siècle – s'avère une démarche heureuse. Seulement, à l'époque, ni l'un ni l'autre n'étaient très écoutés.

Les rapports entre idéologie, diplomatie et *realpolitik* sous-tendent plusieurs contributions. Selon Massimiliano Vaghi, le diplomate et patriote italien, Matteo Galdi pensait une Europe dans le sillage de la révolution française et Napoléon (pp. 23-34). Ensuite, dans un français un peu torturé – dû peut-être à la complexité des notions qu'elle traite (et mieux, en tout cas, que la langue anglaise du résumé de son texte), Carol Bergami (pp. 39-152) s'attaque à l'europhisme politique rallié au Second Empire. L'europhisme bonapartiste, opposé à un internationalisme républicain, n'en sort pas grandi. Des auteurs se penchent sur un espace public européen au XIX^e siècle et l'aptitude à transcender l'état-nation. Victor Hugo figure à l'occasion dans cet ouvrage. Les Saint-Simoniens sont autrement présents : quatre contributions traitent respectivement de Saint-Simon et de Michel Chevalier, des Saint-Simoniens et du traité franco-britannique Cobden-Chevalier (1860), conçu comme annonciateur d'un libre-échange pratiqué à travers l'Europe. On verra même ce traité comme œuvrant en contrepoint des traités de 1815.

Bref, que l'on retienne un courant majeur tel celui-ci, ou des figures marginales – trois auteurs italiens déterrent en quelque sorte Karl Ludwig von Bruck, économiste bourgeois d'origine allemande, ministre en Autriche –, *Europe de papier* enrichit la réflexion sur la pensée européenne du XIX^e siècle. Sylvie Aprile le rappelle après Pierre Renouvin : l'histoire ne fournit pas de recettes mais sa façon de voir évolue aussi. La table des matières de l'ouvrage suggère la nature des apports à cette « pensée européenne ». En plus des communications déjà signalées, mentionnons les travaux de Jessica Dos Santos et de Silvio Berardi – portant l'un sur les projets pacifistes de Jean-Baptiste Godin (pp. 323-332), ou l'autre sur la pensée de l'unité européenne de Gian Domenico Romagnosi (pp. 67-80) – tout comme d'autres contributions, paraissent, à bien des égards, moins « dépassées » que les papiers traitant peu ou prou de l'intégration économique de l'Europe.

Michael Palmer

*Cim, université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, F-75005
michael.palmer@univ-paris3.fr*

Alain BERTHO, *Les Enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2016, 216 pages

Alain Bertho, anthropologue et professeur à l'université Paris 8, propose une analyse de la situation sociale à la source notamment des attentats de janvier et novembre 2015 (le livre étant paru en janvier 2016 ne peut prendre en compte les événements ultérieurs). Pour ce faire, il se détourne des perspectives qui s'ancrent dans la considération des évolutions de l'Islam, prenant parti pour l'hypothèse d'une « islamisation de la radicalité » contre celle d'une « radicalisation de l'Islam » (p. 13) « venue de l'intérieur » (p. 128) de celui-ci, bref en renversant l'ordre des causes et des conséquences. Pour lui, comme pour Alain Badiou – même si l'auteur prend plus d'une fois ses distances avec ce dernier (p. 151-152, 194-195) – « notre mal vient de plus loin » (Alain Badiou, *Notre mal vient de plus loin*, Paris, Fayard, 2016), le « chaos » du titre faisant écho à celui décrit par Alain Joxe dans son livre *L'Empire du chaos* (Paris, Éd. La Découverte, 2002, cité par l'auteur p. 73) et renvoyant à la situation mondiale créée à la fois par la fin des grands récits et l'interventionnisme des puissances – notamment occidentale – depuis la fin des années 90.

L'ouvrage n'est pas un texte scientifique au sens strict, mais un « essai » (sous-titre de l'ouvrage). Il s'appuie sur des données diverses, issues des travaux de l'auteur ou d'autres chercheurs, de son témoignage direct au contact de certains mouvements sociaux, de rapports produits par des institutions internationales ou bien encore de différents documents – textuels, audios ou vidéos présents sur la toile. Ses six chapitres nous conduisent d'une analyse de la situation française à l'esquisse d'une nouvelle radicalité, seule capable, selon l'auteur, de faire contrepoids à la proposition djihadiste.

L'introduction indique le parti de l'auteur : « Il faut regarder la vérité en face : les racines de ces explosions de violences meurtrières et suicidaires ne sont pas à chercher dans les textes théologiques, mais dans la situation sociale et politique concrète de la France, du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la Tunisie » (p. 13). De ce fait et afin de comprendre une époque difficilement lisible, « il nous faut aujourd'hui entendre ce qui, dans des continents différents, dans des situations nationales différentes, relie les subjectivités les unes aux autres, ce qui fait écho, sinon sens commun en dehors des récits institutionnels et leur art de la fragmentation » (p. 16). Les « meurtriers candidats au martyr [...] apparaîtront alors pour ce qu'ils sont : les enfants perdus du chaos provoqué par une mondialisation dévastatrice » (p. 17).

Si le point de départ est l'analyse des « fractures françaises » (pp. 19-47), cela tient à ce que celle-ci s'enracine à la fois dans un passé colonial refoulé et dans un discours universaliste dont les principaux signifiants – à commencer par ceux de laïcité et de République – ont changé de sens, en même temps qu'émerge une certaine sensibilité aux thèses de l'État islamique (pp. 22-24). Le peuple est ainsi « disloqué » (p. 26) : on passe de la « banlieue rouge » à la « banlieue tout court » (p. 27). Le peuple, « invisible » est « sorti des radars de la gauche politique » (p. 32) et ses membres sont devenus l'objet du discours et des pratiques répressives d'une laïcité, devenue en une dizaine d'année « punitive » (p. 33) et « falsifiée » (p. 37). Le consensus des manifestations du 11 janvier 2015 ne serait qu'une illusion, ce que montrent les polémiques au sujet du « Je suis Charlie » et l'opposition – notamment anglo-saxonne (pp. 42-46) – face à la glorification de sa ligne éditoriale.

Le deuxième chapitre, « Le chaos qui vient » (pp. 49-73) élargit la perspective en montrant comment « notre temps est celui des émeutes » (p. 52). S'appuyant sur un bilan mené depuis plusieurs années, l'auteur dégage quelques traits saillants du mouvement social d'aujourd'hui : émeutes liées à l'indisponibilité des matières premières ou des produits de première nécessité (pp. 55-56), aux conditions de travail (pp. 56-57). Le pillage « reprend sa place dans le répertoire des mouvements populaires » (p. 58). Elles marquent cependant plus la disparition que l'émergence de la politique, son inscription dans des circuits de corruption internationaux, le développement du mensonge et celui d'une politique sécuritaire – tous partis confondus – qui se développe en « droit d'ingérence sécuritaire » (p. 67), légitimé par les effets du chaos que l'intervention de ces États a contribué à produire. Le terrorisme en est l'une des manifestations principales et en exploite les failles, comme le montre *L'Administration de la sauvagerie* d'Abou Bakr Naji (Versailles, Les Éditions de Paris, 2007) (p. 71).

C'est donc (chapitre 3, pp. 75-101) « la question de la collectivité subjective et politique [qui] est posée » (p. 78). Dans la représentation commune, « la figure de l'immigré contribue [...] à effacer l'ancienne figure ouvrière » (p. 79) : les émeutes d'aujourd'hui se rapprochent de la « jacquerie » (*ibid.*) et ont un effet dislocateur avec parfois des connotations xénophobes, voire des « pogroms » (p. 82). Les États ne trouvent plus de peuple pour asseoir leur légitimité, comme le montre le phénomène planétaire du « manque d'enthousiasme électoral » (p. 90). C'est que « le Nous ne se décrète pas » (p. 93) ; il est pluriel, prenant

notamment les formes les plus sombres, nationalistes ou djihadistes, ce dernier s'inscrivant dans la durée et ambitionnant de « convertir toutes les violences subies en violence mobilisatrice et purificatrice » (p. 101).

La jeunesse actuelle est « la première génération "posthistorique" » (p. 104), dont l'avenir et l'espérance n'apparaissent que comme une impasse, les seules figures offertes par les générations adultes n'étant issues que de la réintégration d'un passé révolu. Objet à la fois de la répression et de la négation des souffrances engendrées par ces dernières, elle n'expérimente pour avenir que le martyr. Alain Bertho recense dans le monde plus de 400 émeutes liées à la « répression brutale des écarts collectifs et individuels » (p. 106), rage face à l'injustice. La crédibilité du djihad, « figure de la révolte ultime » (p. 126) s'atteste dans la diversité des nationalités atteintes (p. 227) et la hausse des départs (+ 227 % d'implications en 18 mois pour la France) qui exclut la simple explication de la « radicalisation de l'intérieur de l'Islam » (p. 128).

Pour ce potentiel de révoltes solitaires, « La vérité est ailleurs et Dieu est en ligne » (chapitre 5, pp. 129-148). Internet permet, à côté d'une société et d'une politique du spectacle, « assignée au mensonge » (p. 131) et à la faveur d'une « crise de la vérité », une « fabrique du complot » (p. 136). Les traces de ce complotisme se lisent dans « une frange du rap français » (p. 143) témoignant de et contribuant à la construction d'une révolte morale globale alimentée par une vision de la corruption générale du monde. Elle engendre un « contre-spectacle » (p. 147), aussi bien à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, rompant tout régime de « vérité partagé » dans « l'usage public de la raison » (p. 147). Ces contre-images de massacres et de destructions – dont Daech est maître – font pièce au « discours répressif des pouvoirs » (p. 148) et installent une « autre vérité » (p. 148). Dès lors, que reste-t-il pour une « nouvelle radicalité ? » (p. 206) et de « nouveaux récits » (p. 208) appelé de ses vœux par l'auteur ?

Force est de constater (chapitre 6, pp. 149-171) que, pour l'auteur reprenant ici une formule d'Antoine Vitez, l'effondrement du communisme n'a pas fini de révéler ses effets. Avec lui, prend fin aussi bien l'« hypothèse révolutionnaire » (p. 155) au travers de la rupture entre les émeutes et le pouvoir, qui a pour conséquences que celles-ci (comme pour les printemps arabes) ne vont pas jusqu'à des révolutions. État et mobilisations restent extérieures l'un à l'autre, témoignent d'un régime de présentisme abolissant aussi bien l'avenir que le passé, auquel

participe le djihadisme dans sa destruction des signes de ce dernier. Ce présentisme se manifeste par la dissémination de tout « sujet historique » (p. 163). En témoignent la crise des partis, l'hétérogénéité des acteurs et la confusion d'un mouvement tel que les « bonnets rouges » (pp. 164-165). Cependant, le retour du religieux (p. 167) en témoigne, qu'il prenne la forme de constitution de communautés, de référence politique (la manif pour tous) ou de « référence révolutionnaire » (p. 168), ce qui est le cas depuis au moins la révolution iranienne de 1979, la dimension eschatologique n'a pas disparu. Ce rôle du religieux se manifeste entre autres revendications par celle de l'Islam comme « idéal de justice radicale » (p. 170). Situer dans cette perspective « l'islamisation d'une partie de cette radicalité » (p. 171) implique pour l'auteur de renoncer à une logique de déradicalisation, de toute façon impuissante à prendre la mesure du phénomène (pp. 175-179) pour définir une nouvelle radicalité dont le dernier chapitre de l'ouvrage veut faire l'éloge (pp. 173-195).

Ces nouvelles formes de radicalisation, l'auteur en voit le signe au travers de démarches artistiques (pp. 180-183), d'interventions mettant en avant une expertise populaire (pp. 184-188). Des formes d'action – en rupture avec des logiques de pouvoir (pp. 189-193) – visent non à prendre ce dernier mais à obtenir un « gouvernement obéissant » (p. 190) et à penser autrement, notamment au regard de la logique de discipline et de fidélité à l'événement proposée par un Alain Badiou (pp. 194-195). La problématique de l'organisation est plutôt celle d'une « nouvelle culture d'organisation qui s'améliore à l'épreuve des événements » (p. 196), telle que l'auteur la voit, par exemple dans les zones à défendre. La question, en dernière instance revient donc au peuple.

À terme, face à la proposition politique de « la conversion de soi, la fin de l'histoire et le martyr comme libération » (p. 206), posée par le djihadisme, ce qui manque serait donc, pour l'auteur « la politique comme puissance subjective » (p. 206), à condition de ne pas revenir aux référents structurant du siècle passé – la lutte des classes comme « référentiel social » (p. 207) – ni de vouloir « refonder » quoi que ce soit, mais bien de laisser sa chance à la créativité humaine, sans craindre le dissensus, et d'ouvrir un nouveau récit.

À la lecture de ces derniers chapitres, la question se pose alors de savoir dans quelle mesure les évolutions récentes relatives au terrorisme djihadiste, tel du moins qu'il se présente en France, est véritablement l'objet de l'ouvrage, ou si l'écriture de ce dernier n'est pas

l'occasion de réaffirmer une perspective spécifique sur le devenir du politique. Par l'élargissement de l'enquête en même temps que des choix faits relativement à l'intelligibilité des phénomènes récents, l'auteur adopte en fait une perspective qui n'est pas sans rapport avec une posture apocalyptique, voire prophétique, qui essaie de lire les signes du présent. Cette posture est elle-même le fruit d'une sorte de révélation ou de conversion, lié à la ruine de certains modèles politiques (voir le chapitre 6). De ce point de vue, s'il apparaît utile de prendre une perspective critique, notamment au regard du couple radicalisation/déradicalisation et, au-delà des causes, d'explorer des raisons, la manière dont un tel projet est mené ne va pas nécessairement sans pathos, passant des djihadistes martyr au peuple ou à la jeunesse martyre des évolutions contemporaines. Enfin, l'appel au politique posé comme alternative à la proposition du djihadisme peut apparaître au lecteur extérieur comme relativement faible et ayant des difficultés à se séparer d'une refondation classique du politique.

Laurent Husson

Écritures, université de Lorraine, F-57000
laurent.husson@univ-lorraine.fr

Philippe BLANCHET, *Discriminations : combattre la glottophobie*

Paris, Éd. Textuel, coll. Petite Encyclopédie critique, 2016, 192 pages

Dans son livre au titre clairement militant, *Discriminations : combattre la glottophobie* (coll. Petite Encyclopédie critique, éditions Textuel, 2016), Philippe Blanchet fait un état des lieux accablant de l'usage discriminant de la langue française et appelle à résister à ce qu'il qualifie de glottophobie. Ce livre largement documenté et néanmoins accessible entend attirer l'attention sur un angle aveugle de la loi française sur les discriminations.

L'injonction du titre, « combattre la glottophobie », ne laisse pas de doute sur l'intention militante de cet ouvrage tendu entre le souci de la précision académique et le ton polémique. Fallait-il pour autant forger un mot pour dire ce que tout le monde semble connaître : ce mépris ordinaire pour tout ce qui n'est pas la langue normée ? Il semblerait que oui, et Philippe Blanchet propose un état des lieux qui prouve bien à quel point cette forme de discrimination reste largement méconnue ou simplement ignorée (aux deux sens du terme). Tout cela avec la complicité silencieuse des nombreux textes de lois voire avec une glottophobie caractérisée. Le processus hégémonique